

Pas de racisme
dans le sport

NON AUX SPRINGBOKS

Alors que, de plus en plus, l'Afrique du Sud se voit isolée dans tous les domaines, le soutien aux racistes va-t-il une nouvelle fois venir de France, sur le terrain sportif ? La présence à Paris d'athlètes sud-africains, en juin dernier, a pourtant créé de sérieux remous. Mais, comme la Fédération d'athlétisme, la Fédération française de rugby s'obstine. Après avoir vu leurs journées annulées, l'an dernier en Nouvelle-Zélande, et cette année en Italie (où ils devaient venir en octobre), les Springboks sont invités pour un mois en France. Neuf matches sont prévus, dont le premier, le 6 novembre, à Nice, ville jumelée, on le sait, avec Le Cap, les autres à Lyon, Agen, Tarbes, Clermont-Ferrand, Toulouse, Angoulême, Paris et Reims.

La population d'Afrique du Sud compte 82 % de non-Blancs. Mais, bien entendu, l'équipe des Springboks ne compte que des Blancs, puisque le sport, comme toute la vie dans ce pays, est placé sous le signe de l'apartheid. Les règles les plus élémentaires de la sélection et de la compétition sont délibérément bafouées, puisque Noirs et Blancs ne sont jamais confrontés, ne jouent pas ensemble. Jusque sur les grands des stades, la ségrégation est totale.

Les organismes officiels français, animés par des motifs politiques inavouables, seront-ils les derniers à cautionner ce système, ignoble au plan humain, inadmissible au plan sportif ?

Pour mettre fin à ce scandale, le M.R.A.P. demande que la tournée des Springboks soit annulée. Déjà, il s'est adressé à la Fédération de rugby, à M. Mazeaud, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, à toutes les autorités concernées. Il invite les antiracistes, en premier lieu les sportifs, à intervenir activement pour que cesse le soutien coupable de quelques dirigeants au régime d'apartheid condamné par la communauté internationale. Pour le renom et l'honneur de la France, non aux Springboks !

afrique australe

La révolte des « pieds-noirs » du Mozambique s'est éteinte en septembre à Lourenço-Marques, endeuillée par les provocations des racistes les plus déterminés, qui ont fait plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés.

Soutenus par l'espoir que l'Afrique du Sud et la Rhodésie leur viendraient rapidement en aide, les rebelles avaient joué leur dernière carte. Des informations sûres annonçaient la mobilisation de commandos de mercenaires prêts à intervenir aux frontières de l'Afrique du Sud et du Malawi.

Mais ni l'Afrique du Sud, ni la Rhodésie voisine n'ont bougé. Les autorités sud-africaines se sont même montrées désireuses d'établir des relations avec le gouvernement provisoire mozambiquais ; trop d'investissements étaient en jeu. La Rhodésie, quant à elle, n'a pas pris le risque d'aggraver son isolement.

Cette prudence des gouvernements racistes d'Afrique australe doit-elle être interprétée comme une victoire de la pression internationale ? Le secrétaire général de l'O.N.U., M. Kurt Waldheim, notait au mois d'août, dans son rapport pour la 29^e session de l'Organisation, que l'effet de cette action internationale « est émoussé par la répugnance des Etats à mettre en vigueur nombre de mesures recommandées par l'O.N.U. » à l'égard de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. Témoins, les informations publiées dans ces pages...

CONFÉRENCE CONTRE L'APARTHEID

Une Conférence internationale des Organisations non-gouvernementales contre l'apartheid et le colonialisme en Afrique s'est tenue à Genève, au Palais des Nations, du 2 au 5 septembre. 300 délégués et invités y ont participé, représentant les mouvements de libération d'Afrique du Sud, du Zimbabwe (Rhodésie), de Namibie, et des colonies portugaises, 45 organisations internationales, plusieurs dizaines d'organisations nationales de 21 pays, ainsi que des organismes intergouvernementaux de l'O.N.U., et une trentaine de gouvernements. Le M.R.A.P., qui est, depuis peu, doté du statut consultatif auprès des Nations Unies, avait délégué son secrétaire général, Albert Lévy (1).

Les débats en assemblée plénière et dans les commissions, les résolutions adoptées ont souligné la volonté unanime des participants de renforcer leur action, et de la coordonner, pour aboutir à l'élimination de l'apartheid et du colonialisme en Afrique, conformément aux résolutions de l'O.N.U.

Alors que les Nations Unies reconnaissent les mouvements de libération comme des porte-parole authentiques des peuples concernés, les sanctions décidées ou recommandées contre les régimes racistes ne sont pas appliqués par un certain nombre de pays. Les investissements en Afrique du Sud, par des sociétés américaines, britanniques, françaises, ouest-allemandes, japonaises, suisses, ainsi que les prêts, les échanges commerciaux, assurent au régime d'apartheid sa base matérielle, et constituent pour lui l'encouragement le plus décisif.

La Conférence a mis l'accent sur le fait

que la France est le plus important fournisseur en armes de l'Afrique du Sud, que la R.F.A. aide les maîtres racistes de Prétoria à développer une force de frappe nucléaire, que 300 sociétés et 6 000 agences américaines contribuent aux relations économiques et militaires entre les U.S.A. et l'Afrique australe ; elle s'est élevée contre les manœuvres navales combinées anglo-sud-africaines, qui se déroulaient au même moment.

Les résolutions préconisent des mesures très diverses pour faire face à la propagande sud-africaine, pour le soutien des mouvements de libération, la solidarité avec les peuples opprimés. Le M.R.A.P., pour sa part, s'emploiera à les mettre en œuvre, par tous les moyens possibles.

Le 30 septembre, une délégation des organisations françaises ayant participé à la Conférence de Genève a été reçue au ministère des Affaires étrangères. Le M.R.A.P. était représenté par Albert Lévy,

(1) Les autres délégués français étaient Mmes Gastaud et Lacrosse (Comité de soutien à la lutte des peuples des colonies portugaises), Mme Mathiot et M^e de Félice (Comité contre l'apartheid), M^e Bouvier-Ajam (Association internationale des juristes démocrates), MM. Raymond Guyot, sénateur (P.C.F.), Jean-Louis David (C.G.T.), Bernard Fell (Front Progressiste), Georges Pellet (Mouvement de la Paix).



En se confirmant, la marche à l'indépendance des colonies portugaises bouleverse les équilibres instables établis en Afrique. Au sud du continent particulièrement, « l'Afrique blanche » est repoussée dans son ghetto.

Mais, au sud de l'Angola, un pays tout entier n'a encore droit qu'au nom de territoire : la Namibie, annexée, colonisée par l'Afrique du Sud, poursuit sa lutte pour l'indépendance.

C'est ce que sont venus rappeler à la France les délégués du mouvement de libération namibien, la S.W.A.P.O., accueillis par le M.R.A.P. à Paris du 11 au 13 septembre.

NOTRE lutte a un objectif bien défini, ont répété à tous ceux qu'ils ont rencontrés (1) Peter Katjavivi, représentant de la S.W.A.P.O. à Londres et Michel Mujongo, vice-président par intérim. Elle n'est pas seulement dirigée contre l'apartheid ou le racisme, mais d'abord contre l'occupation étrangère. »

Colonisé par les Allemands depuis 1884, le Sud-Ouest Africain d'alors fut remis à l'Afrique du Sud après la première guerre mondiale. En 1966, cependant, ce mandat était retiré à l'Afrique du Sud par les Nations Unies. Confirmée en 1971 par la Cour internationale de justice de La Haye, cette décision n'a toujours pas été reconnue dans les faits par les Sud-Africains. Ni par la France, qui poursuit ses affaires en Namibie par l'intermédiaire du gouvernement de Prétoria (2).

« Maintenant, notre libération ne peut plus être obtenue que par le peuple namibien lui-même », ont expliqué les délégués de la S.W.A.P.O. La lutte est engagée, comme pour toute colonie qui se libère, sur trois fronts : militaire, politique, international.

NAMIBIE

La lutte d'un pays occupé

Pour un million et demi d'Africains, il y a officiellement 90.000 blancs en Namibie, dont un tiers sont allemands (le parti nazi est toujours organisé à Windhoek, « capitale » de la Namibie). Mais c'est une armée composée uniquement de Sud-Africains (des noirs et des métis d'Afrique du Sud ont été recrutés depuis que les opérations se sont faites plus meurtrières) qui réprime la guérilla namibienne avec les armements les plus modernes fournis par les pays de l'O.T.A.N., les hélicoptères français (Puma, Alouette, Super Frelon) complétant l'arsenal.

Politiquement implantée chez les travailleurs, dans la jeunesse, les communautés religieuses et jusque dans le moindre village, la S.W.A.P.O. est un parti qui n'existe pas aux yeux des Sud-Africains puisque le droit de s'organiser politiquement n'est pas reconnu aux Noirs. Mais la violence de la répression exercée sur les leaders du mouvement de libération et sur ceux qui le soutiennent démontre, a contrario, l'influence grandissante de la S.W.A.P.O. sur les masses namibiennes. On estime à plusieurs centaines le nombre de prisonniers politiques

qui — quand ils sont jugés, ce qui demeure exceptionnel — sont déférés devant les tribunaux coutumiers et soumis aux pires châtiments corporels.

Evocant la possibilité pour la Namibie de devenir un pays libre « dont les habitants ne seront plus définis par la couleur de leur peau et où l'exploitation de l'homme par l'homme sera détruite », les délégués de la S.W.A.P.O. ont insisté pour que le peuple français fasse pression auprès du gouvernement afin qu'il reconnaisse les décisions des Nations Unies sur le sort de la Namibie, qu'il cesse ses livraisons d'armes et ses relations industrielles et commerciales avec l'Afrique du Sud et qu'il apporte toute contribution à la libération du peuple namibien.

(1) Outre les représentants du M.R.A.P. et la presse, la délégation de la S.W.A.P.O. a rencontré les partis socialistes, communistes, radicaux de gauche, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., le Mouvement de la jeunesse communiste et les parlementaires du groupe communiste à l'Assemblée nationale, le Mouvement de la Paix, ainsi qu'un représentant du ministère des Affaires étrangères.

(2) D'importantes sociétés françaises ont investi en Namibie (Aquitaine des Pétroles, Penarroya (Le Nickel), Total, Crédit Commercial de France, Crédit Lyonnais, Banque de l'Indochine, etc.). Deux consulats français ont été ouverts en Namibie en 1973.



Les armes européennes saisies à l'armée sud-africaine par les combattants de la S.W.A.P.O. exposées au cours d'une réunion des Nations unies.